

Le monde agricole allemand sous le nazisme

Soumise à un contrôle strict et à un flot de textes législatifs, la paysannerie allemande sous le nazisme réussit à maintenir la production et à alimenter la population – quitte à transgresser les réglementations.

Les rapports des nazis avec le monde agricole allemand ont fait l'objet de relativement peu d'études. Or la population de l'Allemagne de la première moitié du 20^e siècle, comme celle d'autres pays européens de même importance, vivait en grande partie de l'agriculture (plus de 30 % de la population). Une étude concernant l'ensemble des provinces du nord-ouest de l'Allemagne permet un tableau assez général de l'évolution dans ce domaine dans cette zone où prédominait l'agriculture (38,5 %), avec l'élevage de bovins au nord et à l'ouest, surtout de porcs plus au sud, et la culture : en particulier pommes de terre ou seigle (aussi comme alimentation animale), et en raison de la présence de ports de mer, également, une activité importante d'importation par exemple d'orge et de maïs. La Première Guerre mondiale, avec les énormes pertes humaines qui en résultaient, comme avec le développement de l'industrie entraîné par les besoins militaires, avait conduit à une modification de la structure agricole : de très nombreuses micro-exploitations (moins de deux hectares) avaient disparu, comme un nombre important de très grandes exploitations, dont les propriétaires étaient passés à des activités plus rentables.

La vie agricole transformée dès 1933

Le président Hindenburg nomma Hitler chancelier le 30 janvier 1933, et il ne fallut pas deux mois au nouveau gouvernement

pour transformer et dominer l'ensemble des représentations locales et régionales élues. En Prusse, puis dans les autres régions, les conseils municipaux furent dissouts, les organismes élus à tous les niveaux également, et si parfois des élections « libres » pourvurent à leur remplacement, on recourut souvent à des subterfuges, comme la constitution de conseils municipaux en proportion correspondant à la répartition des partis au Reichstag. De toute façon, on le sait, les représentants communistes avaient été interdits de toute activité, et la représentation de ce parti simplement supprimée, comme ce sera d'ailleurs également le cas pour les socialistes peu après. Par la suite, tous les représentants nouvellement désignés devaient être « confirmés », ce qui permettait d'affiner encore la sélection. Ajoutons que tous les membres de ces conseils, municipaux ou autres, devaient prêter serment de « fidélité et obéissance » à Hitler. Certes, on l'apprend grâce à ces études récentes, tout ne s'est pas passé partout sans grincements de dents, et il y eut de nombreuses controverses locales ou régionales sur le choix des nouveaux « représentants ». Mais il ne fallut pas longtemps pour « épurer » tous les organismes privés et publics.

Sous le prétexte d'« unification et simplification », les pouvoirs de décision à l'intérieur de tous les organes de la vie agricole étaient peu à peu centralisés selon le « principe du chef » (*Führerprinzip*) et l'obligation absolue d'obéir aux directives. C'est ainsi que, bon gré, mal gré, la structure et le fonctionnement de la vie agricole allemande furent modifiés. Selon la description d'un spécialiste, sur un total d'environ 930 organisations paysannes, environ 200 furent dissoutes, 578 absorbées,

et le reste « associé ». En particulier un des buts de cette restructuration était pour les nazis une séparation stricte entre la paysannerie productrice des produits alimentaires,



Plaque officielle d'une antenne locale du Reichsnährstand (« Corporation nourricière du Reich »), un organisme régissant toute la vie agricole du pays. A noter le slogan nazi *Blut und Boden* (« Sang et sol »).

et les structures économiques de marché qui en assuraient la répartition et la distribution. Pour cela, un organisme central vit le jour en septembre 1933 avec la « Loi sur l'organisation provisoire de la Corporation nourricière du Reich et les mesures pour la réglementation des marchés et des prix des produits agricoles ». Le terme allemand (*Reichsnährstand*) ici rendu par « Corporation nourricière » était une création. L'organisme lui-même allait, sous son sigle RNST, devenir en deux ans un pouvoir tentaculaire englobant tous les acteurs de la vie agricole.

Ce sont des structures nouvelles, auxquelles les agriculteurs allaient devoir s'habituer. Chacun d'entre eux avait directement affaire à un des 55 000 « chefs de la paysannerie locale » (*Ortsbauernführer*), qui dépendaient eux-mêmes de l'un des plus de 500 « chefs de la paysannerie d'arrondissement » (*Kreisbauernführer*), dépendant eux-mêmes de 20 *Landesbauernführer*. Le chef national était Walther Darré, « chef de la paysannerie du Reich ». Le RNST était composé de trois branches principale, intitulées : 1/ La personne (*Der Mensch*), chargée des problèmes de personnes et d'intérêt ; 2/ La ferme (*Der Hof*), qui remplaçait plus ou moins les chambres d'agriculture supprimées ; enfin 3/ Le marché (*Der Markt*) qui comportait une dizaine de sections. Dans l'ensemble, le RNST employait 20 800 salariés, sans compter quelque 113 000 membres bénévoles, comme l'ensemble des *Führer* à l'échelon local, régional ou national. Chaque fermier devait verser une contribution, fixée pour le 1^{er} semestre 1934 à 1 Mark par tranche de 1 000 Marks de valeur de l'exploitation. Mais déjà au semestre suivant la redevance était doublée, pour augmenter ensuite à nouveau, entraînant des protestations et une mauvaise humeur croissante.

Création d'un système de « fermes héréditaires »

La situation de la paysannerie allemande était un des domaines de réflexions approfondies pour les nazis, pour qui le lien des représentants de la « race nordique » avec la glèbe était un des éléments fondamentaux de la nation. C'est pourquoi des réglementations de plus en plus strictes encadrèrent l'existence des agriculteurs. Dès la mi-mai ●●●

La paysannerie, des années 20 à l'arrivée d'Hitler au pouvoir

L'énorme inflation du début des années 1920, catastrophique pour la majeure partie de la population, avait été plutôt favorable à la paysannerie, très endettée. Mais elle fut suivie de plusieurs années de mauvaises récoltes, puis au contraire d'un décalage entre la production agricole et la baisse de consommation de la population, étranglée par la crise de 1929. Les cultivateurs avaient en effet été incités à produire suffisamment pour couvrir les besoins du pays en évitant de devoir importer (*Nahrungsfreiheit*), et avaient pour cela dû à nouveau recourir à des emprunts pour agrandir les troupeaux et accroître les rendements. À partir du milieu des années 1920, le déséquilibre était constant, et le mécontentement croissait. La population rurale nouvellement endettée et manquant de débouchés pour ses produits (180 000 têtes de bétail en trop en 1927) cherchait des coupables, et cela en priorité dans la politique du gouvernement de Weimar et son fonctionnement, la démocratie restant

incompréhensible pour ceux qui, quelques années auparavant, devaient simplement s'en remettre pour tout à la volonté de l'Empereur...

Le mécontentement prit de l'ampleur à partir de 1927-28, attisé par les saisies ou la vente aux enchères de biens ou de bétail pour éponger les dettes paysannes. Les manifestations prenaient un caractère de plus en plus politique, le drapeau de l'Empire (noir, blanc, rouge) réapparaissait, opposé à celui de la République de Weimar (noir, rouge et or). Des slogans se multipliaient contre les juifs, les francs-maçons ou les jésuites (le nord de l'Allemagne est surtout protestant), on assista même à des attentats terroristes. L'organisation qui représentait l'agriculture (*Reichslandbund*) comptait un million et demi de membres et menait une agitation constante en particulier pour défendre les paysans financièrement victimes de la situation. Le parti nazi commença seulement à cette époque à s'intéresser à ce

terrain nouveau pour lui (et peu propice, étant donné son titre à référence « ouvrière »⁽¹⁾, de même que le parti communiste qui, face aux mêmes réticences, avait créé une organisation paysanne en 1927, et même lancé un organe de presse spécialisé. L'échec de ces efforts, comme de ceux du parti social-démocrate (le monde rural, lui, ne faisait manifestement pas la différence entre les deux grands partis de gauche), fut évident dès les élections de mars 1930 où la région objet de cette étude contribua à faire passer le parti nazi de 2,6 à 18,3 %. En janvier 1931, le spécialiste nazi des questions agricoles, Walther Darré, pouvait annoncer à la direction du parti que l'implantation de ses représentants était réelle et solide dans 24 des 35 régions (Gau) constituant le maillage nazi de l'ensemble du pays.

(1) Le nom complet du parti nazi est « Parti national-socialiste ouvrier allemand » (*Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei, NSDAP*).

●●● 1933, une loi instituait pour le Land de Prusse un système de « fermes héréditaires », qui fut remplacé en octobre par une loi valable pour le pays entier. Trois grands principes étaient à la base de cette législation nouvelle : l'interdiction de vendre les exploitations, l'interdiction de les endetter et l'interdiction de les morceler. La propriété devait obligatoirement être transmise au fils aîné du titulaire. Frères et sœurs étaient dépossédés, les filles ayant seulement droit à une dot, et les garçons à une « formation professionnelle ». Bien entendu, il y avait là une injustice, qui entraîna des discussions passionnées, et souvent l'essai d'échapper à la loi... Une donnée nouvelle entra en ligne de compte, celle de l'importance des moyens de subsistance garantissant à ces « fermes héréditaires » une survie économique. Un recensement fut entrepris à partir de juin 1933, englobant la totalité des exploitations agricoles et forestières, afin de déterminer la surface minimale nécessaire pour garantir une vie normale à une famille. Le chiffre de 7,5 hectares fut ainsi fixé comme déterminant pour le classement dans la catégorie « héréditaire », qui devenait obligatoire.

Darré avait foi dans la vertu régénératrice du monde paysan qui, par des familles nombreuses, racialement saines, apporterait des forces nouvelles à la nation. Mais la loi nouvelle entraînait l'impossibilité pour les petits paysans d'acheter du terrain et de créer des exploitations. Quant aux propriétaires d'exploitations héréditaires, ils manquaient souvent de moyens pour acheter semences et engrais, aliments pour le bétail, outillage et machines nécessaires pour maintenir une production rentable : Darré dut créer un régime de subventions, et Goering, responsable du « Plan de 4 ans », dut ouvrir un crédit important en faveur de l'agriculture. Finalement, de nombreuses entorses durent être faites aux principes de départ, pour que le régime des fermes héréditaires puisse jouer son rôle dans l'économie nazie. En 1938, une statistique nationale montrait que les fermes héréditaires étaient plus nombreuses dans les régions du nord-ouest du pays, où elles constituaient entre 60 et 70 % des surfaces agricoles. Mais dans le pays entier, on comptait environ 685 000 de ces exploitations, avec plus de 15,5 millions d'hectares, ce qui équivalait sur le plan national à seulement 22 % des fermes, exploitant en tout quelque 37 % de la surface agricole.

Grève de l'impôt et produits « détournés »

En fait, cette loi basée sur des idées préconçues d'ordre racial eut en partie des effets inverses à ceux que les nazis attendaient. Il n'y eut pas d'augmentation des naissances, au contraire on parla dans les milieux concernés de retour à l'enfant unique, puisque frères et sœurs de l'aîné se verraient en pratique obligés de continuer à travailler gratuitement pour le propriétaire de l'exploitation. Une évidente mauvaise humeur en résulta, qui se traduisit par la poursuite de la grève des impôts qui avait été lancée au début des années 30 par les paysans endettés. Les nazis avaient eux-mêmes, sous le gouvernement de Weimar, poussé à cette forme de protestation contre l'endettement massif à la campagne, et le mouvement se poursui-

vait sur sa lancée, de façon particulièrement gênante pour les nouveaux responsables de la vie économique de régions entières. L'endettement lui-même (qui, il faut le reconnaître touchait moins les « héréditaires » que les autres fermiers, peut-être moins qualifiés), demeura un problème constant, jamais résolu, et dont le RNST déclarait encore en décembre 1941 qu'il « touchait à sa fin » !

La création du RNST (Corporation nourricière du Reich) avait, entre autres buts, celui d'organiser le marché des produits agricoles et de le prendre totalement en main, car la pénurie alimentaire avait été tragique en 1914-18. Il en découla un flot de textes législatifs, plus de 250 lois et ordonnances au cours des deux premières années, qui encadraient la totalité des produits de l'agriculture, céréales, bétail, lait et œufs, comme pommes de terre, fruits, légumes et vin, ou poisson, aliments du bétail, margarine et produits gras synthétiques, aussi bien que la laine et la soie... Tout était soumis à contrôle : production, commerce, stockage. Il s'agissait en premier lieu de freiner au maximum les importations, pour économiser les devises. Ainsi le commerce du lait fut soumis à un contrôle particulièrement étroit, les producteurs étant obligés de s'affilier à des coopératives et n'ayant plus la possibilité de disposer de leur production au-delà des besoins strictement indispensables pour les exploitants ou le bétail. Comme on peut facilement l'imaginer, les contrevenants furent nombreux, et parfois d'une efficacité redoutable : les chiffres concernant les quantités de lait ou de beurre « détournés » étaient parfois considérables. Quant à l'alimentation du bétail, elle posa d'énormes problèmes pour l'alimentation en viande de la population et, par ailleurs, les prix croissants contribuaient à un malaise général dans ce domaine. Pourtant ce contrôle étroit de la production agricole était évidemment indispensable dans le contexte prévu de longue date des restrictions que la guerre ne manquerait pas d'imposer.

Autre problème lancinant pour les dirigeants nazis : l'exode rural. Devant un congrès d'agriculteurs à Goslar en novembre 1938, le « Führer de l'agriculture » fit état de la diminution du nombre de travailleurs dans l'agriculture depuis 1933. Un total de 400 000 personnes avait quitté les campagnes pour l'industrie, et l'évolution démographique obligeait à considérer le déficit de personnel agricole comme se situant vers 700 ou

800 000. L'incitation auprès des paysans à faciliter l'installation de familles d'ouvriers agricoles n'avait qu'un succès limité. Il est évident que l'essor de l'industrie de guerre produisait un fort appel, avec des différences de salaire souvent importantes. Il en résulta de fréquentes divergences, en fait véritables luttes d'influence, entre le RNST et le Front du Travail (DAF), le « syndicat » unique, qui tenta fréquemment de prendre pied dans l'agriculture.

Le recours à la main-d'œuvre forcée

La solution, qu'elle plaise ou non, était évidente : il fallait faire appel à de la main d'œuvre étrangère. Soumise à un quota d'un peu plus de 100 000 avant 1933, cette participation d'étrangers à la production fut d'abord freinée, puis bloquée par les nazis, dans un contexte xénophobe, avant que les autorités se voient obligées de conclure des accords bilatéraux avec plusieurs pays (Italie, Yougoslavie, Hongrie, Bulgarie et Pays-Bas), et même avec la Pologne (10 000 en 1937, 60 000 en 1938, et entrée libre pour les travailleurs agricoles polonais en avril 1939 !). Des directives de la Wehrmacht de juin 1938 prévoyaient même, sur instructions de Goering, l'emploi des prisonniers de guerre d'un conflit « à venir » comme travailleurs agricoles, puisque tel avait déjà été le cas durant la Première Guerre mondiale pour 45 % des PG, à la satisfaction des responsables.

Il ne s'agissait pas d'idées en l'air, comme on sait. Dès fin août 1939 parurent des ordonnances préparées depuis longtemps, qui introduisaient une économie alimentaire de guerre reposant sur la réquisition et le rationnement des produits alimentaires, ainsi que sur leur contrôle le plus strict. Une réglementation draconienne frappait tous les produits agricoles, en particulier les produits laitiers et surtout le beurre, ainsi que les œufs. Les agriculteurs étaient de plus en plus mis sous contrôle, et de plus les impôts et taxes qui les frappaient avaient été alourdis dès le début de la guerre. Autre problème, déjà évoqué, le manque de main d'œuvre. Un recensement de mai 1939 avait montré depuis 1933 un recul de 1,45 million de travailleurs agricoles. L'invasion de la Pologne en septembre apporta un soulagement, puisque 300 000 prisonniers de guerre polonais participèrent à la récolte de pommes de terre en octobre. De même, après l'attaque contre l'URSS en juin 1941,

alors que le principe avait été posé de ne pas utiliser les prisonniers de guerre soviétiques, Hitler et Goering durent revenir sur cette décision dès la fin de l'année. Mais sur les 3,9 millions d'hommes faits prisonniers jusque-là, seul 1,1 million était encore en vie.

De toute façon, les prisonniers de guerre ne pouvaient constituer la solution durable pour l'agriculture allemande. Si en 1940, 54 % des PG travaillaient pour l'agriculture nazie, ils n'étaient plus que 28 % en 1944, en grande partie en raison des besoins de l'industrie. C'est le recours à la main d'œuvre forcée qui pouvait seule apporter une solution. Certes il y eut des volontaires, mais comme l'a avoué le grand responsable de la main d'œuvre du régime nazi, Sauckel, sur quelque 5 millions de travailleurs étrangers employés dans l'économie nazie de guerre, tout au plus 200 000 pouvaient être considérés comme volontaires... Et comme le souligne Beatrix Herlemann, « c'est seulement l'utilisation massive des travailleurs étrangers et des prisonniers de guerre qui a permis durant toute la durée de la guerre à l'agriculture allemande de satisfaire aux obligations qui lui avaient été imposées en priorité, c'est-à-dire alimenter la population allemande et par là garantir le calme à l'intérieur du pays ».

A la campagne, on pouvait trouver des travailleurs étrangers mangeant à la même table que la famille, malgré l'interdiction. Mais par exemple dans les exploitations où les travailleurs étaient plus nombreux, la situation était très complexe, dans la mesure où les rations alimentaires étaient très différentes selon la nationalité, les « races inférieures » étant moins bien nourries. Des brimades innombrables touchant tous les secteurs de l'existence frappaient ainsi cette main d'œuvre, qu'il s'agisse des services du coiffeur, des cafés ou même des services religieux. Ne parlons pas du domaine tabou des poursuites pour « GV » (*Geschlechtsverkehr*, relations sexuelles) passibles de la peine de mort entre autres pour les Polonais. Chaque commune rurale avait ainsi un ou deux agents volontaires, qui surveillaient les faits et gestes de chacun, signalant la moindre « anomalie » à la Gestapo.

Cette surveillance des cultivateurs explique sans doute en partie le calme politique et l'efficacité productrice de l'agriculture sous le nazisme. Le caractère indispensable des producteurs explique aussi pourquoi on constate, dans les innombrables cas de transgression des réglementations concernant la vie agricole (en particulier l'abattage clandestin), à côté d'innombrables condamnations entre autres à la peine capitale, une mansuétude jamais vue dans l'ensemble du système juridique nazi : permissions pour des condamnés, report de peine, dispenses de détention. Le maintien de la production était vital, l'arrière devait être protégé de la faim, et c'est là le tour de force réussi par la paysannerie sous le nazisme, souvent justement en ne tenant pas un compte trop strict des réglementations.

JEAN-LUC BELLANGER

L'idéologie nazie s'empare du monde rural

Le « chef de la paysannerie du Reich », Walther Darré, était imbu d'une idéologie faisant du monde paysan la base d'une société idéale sur le plan racial, et il considérait que la civilisation germanique reposait sur cette partie privilégiée par son lien avec la terre. C'est pourquoi de nombreux signes furent adressés à cette partie de la population : création d'une « Journée nationale des paysans » (*Reichsbauernntag*), fêtée chaque année en novembre, remise à l'honneur d'une « Fête nationale de remerciement pour la moisson » (*Reichserntedankfest*), une ville, Goslar, fut baptisée « Ville paysanne du Reich » (*Reichsbauernstadt*), etc.

Les notions de « Sang et sol » (*Blut und Boden*) furent mises à toutes les sauces (cela devint si ridicule qu'on commença à sourire de cette mode, comme avec le diminutif ironique *Blubo*). Des nazis envisagèrent même (en janvier 1932) de rétablir d'anciens noms de mois germaniques, que personne ne connaissait, mais sans succès.

■ Beatrix Herlemann, *Der Bauer klebt am Hergebrachten* (Le paysan reste bloqué par ses habitudes, Comportements paysans sous le national-socialisme dans la région du Land actuel de Basse-Saxe), Hahnsche Buchhandlung, Hannover, 1993 (non traduit).